



CHAPITRE 42

CHAPTER 42

Loi autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme supplémentaire de cinq millions de dollars

An Act to authorize loans to farmers for a supplementary amount of five million dollars

[Sanctionnée le 17 février 1949]

[Assented to, the 17th of February, 1949]

Preamble.

ATTENDU que la stabilité et le progrès de l'agriculture sont essentiels à l'équilibre économique et social et à l'avenir de la province;

Attendu que le crédit agricole provincial a sauvé des milliers de cultivateurs de la ruine, permis l'établissement d'un grand nombre de leurs fils à la campagne, contribué à enrayer la désertion du sol et imprimé à l'économie rurale et aux institutions qui en dépendent un vigoureux essor nouveau;

Attendu que le crédit agricole provincial s'est ainsi avéré une œuvre de salut pour l'agriculture et de bien-être pour la population en général;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Somme additionnelle autorisée.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine et sur la recommandation du ministre de l'agriculture, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, outre les sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux cultivateurs, un montant additionnel de cinq millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la Loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2e session), chapitre 3), en la manière et aux condi-

Preamble.

WHEREAS the stability and progress of agriculture are essential to the social and economic equilibrium and to the future of the Province;

Whereas the provincial farm credit has saved thousands of farmers from ruin; has enabled a large number of their sons to settle in the country, has contributed to stem desertion from the land and has enabled rural economy and the institutions depending thereon to make renewed and vigorous strides;

Whereas provincial farm credit has thus proved itself to be the salvation of agriculture and the welfare of the general public;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Additional sum authorized.

1. The Lieutenant-Governor in Council may, under the conditions he may determine, and upon the recommendation of the Minister of Agriculture, authorize the Provincial Treasurer to pay, out of the consolidated revenue fund, to the Quebec Farm Credit Bureau, an additional amount of five million dollars besides the sums which it is authorized to loan to farmers, to be spent according to the ends contemplated in the Quebec Farm Credit Act (1 Edward VIII (2nd Session), chapter 3), in the manner and

tions déterminées par cette loi sauf la disposition qui suit.

Intérêt.

Les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation en totalité ou en partie.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

under the conditions specified in the said act save for the following provision.

Interest.

The loans to be made to farmers from this additional credit shall bear interest at the rate of two and a half per cent per annum, payable semi-annually, and shall be repayable, at the borrower's choice, either over thirty years, by amortization at one and a half percent per annum during such period and payment of the balance due at its expiration, or after thirty-nine and a half years, by amortization, at the same rate, the borrower or his successors conserving nonetheless the right to reimburse any loan before term, in whole or in part.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.